

Comment le MNLA et Ançar Dine ont défait l'armée malienne ?

A. Karim Sylla, Atlanta, GA, USA.

Avril 2012

Un peu d'histoire...

Conflit Tchad-Libye : En 1987, l'armée Tchadienne équipée simplement de Toyota Land Cruiser a défait une armée Libyenne suréquipée (blindés, avions de chasse, hélicoptères de combat, etc...). Le célèbre commandant en chef de l'armée Tchadienne Hassan Djamous avait mis au point une stratégie d'attaques rapides qui enveloppent les positions libyennes en surgissant de points multiples, avant d'anéantir les Libyens déboussolés. De batailles en batailles (Fada, Bir Kora, Ouadi Doum, etc.), il a fini par éjecter l'armée libyenne du Tchad. Mais Qaddafi est finalement allé aux négociations quand Djamous a attaqué la base aérienne de Maaten Al-Sarra en Libye à 100Km de la frontière Tchadienne. Cette base militaire servait de point de repli de l'armée libyenne et permettait d'attaquer les positions tchadiennes avec aisance. Avec 2000 hommes entassés dans des pickup, Djamous s'est faufilé jusqu'au Nord de Maaten pour redescendre sur la base -- les officiers libyens avaient cru qu'il s'agissait de renforts venus de Tripoli. A l'issue des combats, 1713 soldats Libyens avaient perdu la vie et 300 ont été faits prisonniers. Les Tchadiens ont ensuite procédé à la démolition de la base; tout équipement qui ne pouvait être emporté a été détruit sur place : 70 chars, 30 blindés servant au transport de troupes, 8 stations radar, 26 aéronefs dont 3 Mig-23, 1 Mi-24 et 4 Mirages; ils ont également détruit les deux pistes de la base aérienne.

Les exploits de l'armée Tchadienne à Maaten Al-Sara méritent d'être enseignés dans les écoles de guerre. Ils montrent comment une troupe mobile et motivée peut arriver à bout d'une armée moderne. Les rebelles maliens venus de Libye ont peut-être appris un peu d'histoire. Les assauts lancés contre l'armée malienne ont procédé similairement ; effet-surprise, attaques coordonnées et très grande mobilité. A cela, ils ont ajouté les techniques d'embuscades, et ont surtout perfectionné le renseignement sur les mouvements des troupes maliennes.

Les forces rebelles au Mali

D'après les interviews de chefs et lieutenant rebelles, la presse, les politiciens locaux et étrangers, les forces rebelles se chiffrent entre 1000 et 3000 hommes ; avec les défections, ralliements et recrutements peut-être que ce chiffre peut même être majoré jusqu'à 5000. Honnêtement, il est hasardeux de donner un chiffre précis ; mais ce qui est sûr c'est que les « Libyens » représentent la partie la mieux armée. Les combattants sont décrits comme « aguerris » -- certains ont fait partie de la légion islamique de Qaddafi qui s'est battu au Tchad et même au Liban.

De quel armement s'agit-il ? Les « Libyens » eux même parlent d'armes « lourdes », de grandes quantités de munitions et d'armement standard de troupe d'infanterie. Les armes lourdes qu'on voit avec eux sont

des canons, canons multitubes et mortiers. Pas de missiles ou autres armes sophistiquées. Leur vraie force est leur mobilité ; ils disposent d'un nombre impressionnant de véhicules tout-terrain (surtout des Toyota Land Cruiser Pickup) – le nombre de ces véhicules venus de Libye varie entre 300 et 500, même si tous n'ont pas rejoint la rébellion.

Armement mal ou peu adapté

L'armée Malienne depuis les accords d'Alger s'était plus ou moins retirée d'une grande partie du Nord ; il y avait certes des camps et garnisons militaires, mais une armée cantonnée est inefficace face à un ennemi mobile. La dépendance sur les moyens blindés (ex., le BRDM très vorace en carburant) et l'artillerie a fini par ossifier l'armée. Les moyens aériens qui devaient lui donner le dessus dans les moments difficiles n'ont pas été très bien pensés. Par exemple, les hélicoptères Mi24 – qui peuvent être très efficace au nord – ont un rayon d'action très limité ; +/- 250Km sans ravitaillement. Alors que la distance entre Gao (où des Mi24 était basés) et Arouane (par exemple) est de 475km par voie aérienne. Aguelhok est à 370Km. Même Kidal se trouve à 290Km. Cela met ces localités en dehors du champ d'action du Mi24.

Même de Tessalit à Tinzawouatène, il faut compter 215Km – un Mi24 qui décolle de Tessalit pour Tinzawouatène ne pourrait rester longtemps dans les combats une fois arrivé sur place. Le ravitaillement en route n'était pas possible non plus ; simplement parce que l'armée ne contrôlait pas le terrain, en dehors de ses garnisons. D'autre part, leur positionnement ailleurs qu'à Gao posait automatiquement un problème de ravitaillement en carburant – le carburant devant passer par la route ; route que l'armée ne contrôlait plus.

Les rebelles ont défait l'armée du Mali d'abord en la harcelant. Puis avec leurs effectifs grandissants, ils ont étranglé les garnisons et les villes. Le choix des garnisons à attaquer n'était pas dû au hasard ; il fallait attaquer là où l'armée était incapable de renforcer ou de contre-attaquer aisément. Les grandes distances ont toujours fait partie de l'équation subtile de l'état-major rebelle. Renforcer ces garnisons voulait dire passer par la route et subir des embuscades, négocier un retrait des troupes, ou combattre jusqu'au dernier. Les massacres d'Aguelhok ont eu lieu non pas pour consolider une victoire, mais pour démontrer au soldat Malien qu'il n'avait rien à attendre de sa hiérarchie et ni du pouvoir politique. L'effet psychologique a été immense.

Problème de logistique

La logistique gagne ou perd la guerre. Au Nord, la logistique a également fait défaut – ou n'a pas été suffisamment repensée dès les premiers accrochages. Le territoire est long de 1100 Km et large de 1100Km à ses

points maximaux – il y a presque 1500km entre l'extrême nord-ouest et Anderamboukane à la frontière du Niger (en vol d'oiseau). Relier géographiquement ces points par la route est non seulement une tâche ardue, mais quasiment impossible dans un délai d'urgence. Pour la petite histoire, le système des autoroutes aux USA a été mis en place dans les années 50 pour mieux défendre le pays, parce que l'armée mettait facilement 1 mois pour rallier les zones éloignées avec son matériel lourd. Au nord Mali, la localisation des garnisons militaires devait répondre au souci de ravitaillement de l'armée ; pas autre chose. Le ravitaillement mobile aurait dû être une tactique – même s'il devait se faire avec des moyens banalisés sans les insignes de l'AMA.

Impréparation des forces

La préparation des soldats aux techniques de la guerre est un atout considérable ; au Mali, l'instruction de base des soldats a été une affaire bâclée pendant très longtemps. On peut même remonter à la guerre de 1985 contre le Burkina pour déceler ces problèmes. La note donnée par les instructeurs de l'armée américaine (JCET de 2009) à une unité d'élite malienne était un 6 sur 10 – par comparaison, une unité régulière de l'armée algérienne aurait reçu un 8 sur 10. Plusieurs défaillances avaient été soulignées alors : le manque régulier d'entraînement (ex., tir à la cible, tir d'artillerie, etc...) et la spécialisation incohérente ; sur ce dernier point, les américains avaient noté des défaillances de taille. Dans une patrouille mobile peu de soldats (à part le chauffeur attitré) savaient conduire ; une seule personne savait utiliser la mitrailleuse lourde ; il est aisé de comprendre comment l'ennemi peut exploiter ces situations. On tue les chauffeurs et la patrouille est immobilisée. On comprend aussi comment les défections au sein de l'armée ont pu être préjudiciables sur le plan du renseignement.

A cela, il faut ajouter le manque de motivation des soldats maliens ; bien qu'ils recevaient un plus sur leur solde étant déployés au nord, beaucoup voyaient une affectation dans les « sables » comme punition. Cette terre « étrangère » vaut-elle le prix de leur vie ? Être dans une unité déployée au « sud » ne présente-t-il pas un avantage certain ? Beaucoup de questions qui ont certainement pesé sur les abandons de postes

enregistrés entre Janvier et Mars 2012.

La préparation des officiers est un autre point important ; dans le passé, les officiers (et certains sous-officiers) recevaient tantôt une formation militaire soviétique, tantôt une formation dans les écoles françaises, et souvent les deux. Cela a été un problème lors du conflit de 1985 avec le Burkina. Même la lecture des cartes posait un problème ; la nomenclature des signes conventionnels représentant les unités était différente suivant la formation reçue. Aujourd'hui, les officiers maliens vont partout – Sénégal, Maroc, Tunisie, France, USA, etc... – où une bourse d'étude peut-être obtenue. Cela n'est pas mauvais en soi, mais il faut un travail de recyclage en continu pour harmoniser les méthodes.

Absence de technologie de base

La technologie moderne est très peu utilisée ou enseignée. Dans une zone sans routes, il est difficile de comprendre que tous les soldats servant au nord n'aient pas un appareil GPS comme matériel de base, au même titre que son fusil d'assaut. Dans cette même catégorie, il faut aussi noter l'absence de drones de surveillance (et même de combat). Ces avions, pilotés à distance, sont capables de se maintenir en vol pendant longtemps et couvrir de vastes territoires. Ils peuvent également servir non seulement au renseignement (ou au combat) mais détecter les embuscades avant qu'elles ne se produisent.

Facteur disciplinaire

Finalement, le dernier ingrédient de la défaite est le manque de discipline de l'armée malienne – il a été le mis à nu par le coup d'état militaire. Le coup ne fut qu'un déclic ; le vrai mal existe au sein même de la société malienne. L'indifférence (on pourrait dire mépris) de l'administrateur vis-à-vis de l'administré sévit également au sein de l'armée. Le respect dû aux hommes de troupe par les officiers supérieurs était quasi-inexistant – d'ailleurs même le rapport du JCET (2009) en fait état. Dès l'annonce du coup d'état, les jeunes officiers, sous-officiers et hommes de troupe ont procédé d'abord à l'arrestation des officiers supérieurs. En pleine guerre.

Comment Reconquérir Le Nord

Quelques analyses et propositions

Il a fallu seulement 3 jours pour que Ansar Dine et le MNLA prennent les 3 capitales régionales du nord Mali. Le MNLA avait quelques jours auparavant promis de profiter du coup d'état militaire pour avancer sur le terrain ; les rebelles ont eux même été surpris par la célérité de leurs succès et la dislocation de l'armée en face. Reprendre les territoires occupés s'annonce difficile. Aux problèmes militaires, le pays fait maintenant face à une crise budgétaire aigüe. Dans ce document, nous essayons de commenter les options dont dispose l'État et l'armée maliens en se basant sur l'information disponible et le fruit des débats et opinions exprimés sur le réseau MaliLink.

A. Karim Sylla, Atlanta, GA, USA.
Mai 2012

Sur le terrain

Ansar Dine et le MNLA sont les principaux acteurs ; le premier est épaulé par Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et est perçu par la communauté internationale et les voisins du Mali comme le plus grand danger dans la zone sahélo-saharienne ; le deuxième est toléré par la communauté internationale et même certains voisins du Mali – comme la Mauritanie où l'aile politique du MNLA a élu domicile – qui voient en elle un rempart contre les islamistes. Les deux présentent pour le Mali – et dans une certaine mesure le Niger – un danger existentiel. Si Ansar Dine peut favoriser une « afghanisation » du Mali – chose redouté par tout le monde – l'appel à l'indépendance du nord Mali ou même une autonomie octroyée à cette région pose de sérieux risques de guerre civile au Mali.

Intervention de troupes sous-régionales

Après la déroute de l'armée malienne qui a laissé plus de 60% du territoire aux mains des deux groupes rebelles, les observateurs se penchent sur deux solutions pour endiguer le risque d'implosion du Mali : l'envoi de troupes de la CEDEAO, ceux de la CEMOC ou encore une combinaison des deux. La CEDEAO avec une réserve de 2 à 3000 soldats sera au mieux des cas une force tampon, pas en mesure d'amener le combat aux rebelles. Pour la CEMOC, c'est encore un peu plus compliqué ; créée en Avril 2010 pour s'occuper du problème du terrorisme au Sahel, le CEMOC (Comité d'État-Major Opérationnel Conjoint) regroupe l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger; son objectif est de renforcer la coopération sécuritaire et militaire entre les Etats du Sahel ; parallèlement il prévoit aussi une coopération accrue dans le domaine de l'information entre les armées et les services de renseignement des états du Sahel. L'ancien ministre malien des affaires étrangères Soumeylou Boubeye Maïga déclarait à la presse en Juin 2011 que le but de la CEMOC était «de constituer à l'horizon de la fin 2012 une force de 25.000 à 75.000 hommes, toutes spécialités confondues: gendarmerie, police, douanes et justice [afin de faire du Sahel] une zone sécurisée pour l'activité économique et les actions de développement». Au vu des récents événements, il est difficile de voir comment l'armée malienne aurait pu être un partenaire sérieux de ce regroupement.

La CEMOC a une seule opération d'envergure qui figure

sur son tableau d'activités ; c'est l'opération « Benkan » de juin 2011. Des combattants d'AQMI s'étaient installés dans la forêt de Wagadou au Mali près de la frontière mauritanienne dans le but d'y implanter une base permanente. Les armées maliennes et mauritaniennes – avec l'appui des services de renseignement occidentaux – ont mené conjointement des opérations de ratissage et de sécurisation pendant plusieurs semaines et finirent par déloger AQMI. Qu'un groupe d'une centaine de combattants puisse tenir tête à deux armées de la sous-région conforte la thèse de ses critiques – la CEMOC n'est pas encore opérationnel. En tout cas, ce mini-conflit a été un prélude de la déroute de l'armée malienne 7 mois plus tard.

Quant à la CEDEAO, son expérience de déploiement de troupes remonte au début des années 1990; ses troupes (surtout Nigériennes et Ghanéennes) regroupés au sein de l'ECOMOG (sigle anglais de Ecomog Monitoring Group) ont combattu au Libéria et en Sierra Leone durant les guerres civiles dans ces deux pays ; elles sont créditées d'y avoir amené la paix. Au Libéria, il y a eu jusqu'à 12.000 soldats déployés. Le Nigéria aurait dépensé un total de 13 milliards de dollar US en 12 ans pour le compte d'ECOMOG. L'ECOMOG a aussi été déployé en Guinée Bissau dans le cadre d'une mission de maintien de la paix en 1999, ainsi qu'à la frontière Guinée-Libéria pour empêcher l'infiltration en Guinée de rebelles Libériens. Aujourd'hui la force en attente de la CEDEAO semble plutôt regrouper les pays francophones, disposant de peu de moyens (financier et militaire). Les pays supposés fournir des troupes n'ont aucune expérience du désert – exceptées celles du Niger ; à cet argument, d'autres observateurs notent que l'Union Africaine a des troupes déployées en Somalie venant de contrées non-désertiques. Au manque de moyens, il faut mettre en doute la capacité de ces pays à déployer des troupes sans le concours continu et soutenu des puissances occidentales.

Autres possibles interventions

Si la situation se dégrade d'avantage, une intervention des Nations-Unies n'est pas à écarter. L'ONU dispose déjà de 8000 casques bleus en Côte d'Ivoire pour une mission de paix commencée il y a plusieurs années. Ceux-ci n'auront qu'à passer la frontière. Mais pour cela, il faudrait une résolution du conseil de sécurité des Nations Unies ; et il est difficile d'envisager un mandat

au delà du maintien de la stabilité. La France dispose elle-aussi de troupes en Côte d'Ivoire qui ont même été renforcées dans l'hypothèse d'une évacuation des occidentaux encore présents au Mali. Mais ni elle ni les Etats-Unis n'ont manifesté un désir de s'impliquer directement, même s'ils ont indiqué leur volonté de soutenir les efforts militaires sous-régionaux de recherche de solutions. Si les territoires occupés du nord Mali deviennent un repère de terroristes recherchés alors des attaques ciblées des Etats-Unis ou de la France ne sont pas à exclure. Une situation plus proche du cas du Yémen que de l'Afghanistan, à la différence que le Mali ne sera pas associé à la prise de décision, ni même consulté avant et après les attaques.

Intervenir ou pas au Mali ?

Peut-on faire intervenir des troupes étrangères au Mali ? En réalité, il faudrait poser la question autrement : Quels sont les enjeux et intérêts pour intervenir au Mali ? Pourquoi un soldat Sénégalais, Mauritanien, Ghanéen, Ivoirien ou Algérien viendrait mourir pour le Mali, si le soldat Malien n'est pas prêt à le faire lui-même ? A ce jour, on ne dispose d'aucune indication que l'armée soit prête à retourner au front. Dans une interview, le capitaine Amadou Sanogo – chef de la junte qui dirige le pays – a déclaré que l'armée était prête à reprendre le combat et que les militaires précédemment démoralisés ne demandent plus « à être soustraits des opérations du nord ».

Il est clair qu'un Mali instable nuirait à beaucoup de pays – les 4 pays limitrophes du nord Mali (Algérie, Niger, Burkina Faso, Mauritanie) seront directement concernés et les autres voisins directs (Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal – et au delà toute la région ouest-africaine) par effet de contagion (effets économiques, déplacements de populations, et accroissement de trafics illicites – armes à feu, narcotiques, et autres produits de contrebande). Des deux menaces qui règnent au Mali, Ansar Dine et MNLA, c'est plutôt le premier qui fait l'unanimité des opinions ; son alliance avec AQMI, le MUJAO et Boko Haram, fait d'elle un danger pour toute la sous-région et même au delà. C'est surtout cette menace qui active les pays voisins du Mali. Mais si le problème peut être circonscrit à l'intérieur des frontières du Mali – comme il l'a été en Somalie – alors ces pays pourront repousser l'échéance d'une intervention et prendre le temps « d'observer l'évolution de la situation ». Toutefois, le MUJAO, en kidnappant des diplomates Algériens à Gao, a annoncé au monde entier que le conflit pourrait s'externaliser. De plus, l'arrivée récente en territoire malien d'une centaine de djihadistes maghrébins et pakistanais pour renforcer AQMI n'augure rien de bon pour la sous-région.

Le MNLA manifestement essaye de se démarquer d'Ansar Dine et des djihadistes, plus par pragmatisme que par conviction. En cas d'intervention de troupes venant des pays voisins, il est plus probable qu'elle sera dirigée contre Ansar Dine ; et dans cette hypothèse, l'armée malienne sera obligée d'être également sur le terrain – par principe et/ou sous pression populaire.

Quel sera alors le rôle du MNLA ? Va-t-il combattre aux côtés des troupes sous-régionales et l'armée du Mali ? Ou plutôt se cantonner et accepter de voir l'armée malienne réoccuper son « Azawad » chèrement acquis ? L'armée malienne va-t-elle tolérer le MNLA qui l'a humilié ? Faut-il d'abord négocier une solution entre le Mali et le MNLA avant toute intervention ? Autant de questions qui concernent surtout le Niger, l'Algérie et dans une moindre mesure la Mauritanie et le Burkina Faso. Le MNLA est un problème purement malien, mais difficile de dissocier du problème commun qu'est Ansar Dine et ses alliés.

Pour le Niger et l'Algérie, les questions sont encore plus complexes ; ces deux pays ne sont pas à l'abri d'une explosion sociale au sein de leur population targuie – d'ailleurs l'Algérie a annoncé récemment un vaste programme de développement pour la wilaya de Tamanrasset et toute sa région sud jusque là quelque peu délaissée. La crise au Mali n'y est pas étrangère. Pour le Niger, c'est encore plus délicat ; l'éclatement de rébellions au Mali a toujours été suivi de rébellions au Niger. Les richesses de ces 2 pays (pétrole et gaz en Algérie, et uranium au Niger) proviennent totalement ou en grande partie des régions où les Touaregs représentent une grande partie des populations. Il sera très difficile pour ces pays de s'engager directement au Mali ; d'abord pour ne pas précipiter des problèmes chez eux, mais aussi pour les coûts énormes qu'une intervention peut engendrer. Malgré le prix élevé du pétrole, l'Algérie traverse une grave crise budgétaire ; son déficit budgétaire en 2011 a atteint 34% du PIB (63 milliards de dollar) et devrait être maintenu autour de 25% en 2012 ; la priorité des dépenses algérienne concerneront surtout le domaine social, pas nécessairement une aventure militaire. Circonscrire le conflit au territoire malien demeurera dans l'immédiat la politique souhaitée par l'Algérie. Quant au Niger il n'a simplement ni les moyens, ni les hommes ; son nouveau président est plus attelé à sortir son pays du bas du tableau de l'indice du développement humain. Mais pourront-ils éviter une intervention si une menace contre eux se précise ?

Le rôle du Mali et de son armée

Le Mali a des objectifs qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de ses voisins ; son territoire est occupé ; ses populations souffrent ; les risques d'un cataclysme humain y sont extrêmement élevés ; et le pays fait face à une crise existentielle. Il doit élaborer une stratégie basée sur ses propres forces – du moins dans un futur proche – et ne pas céder l'initiative aux autres. L'armée malienne – ou ce qu'il en reste aujourd'hui – doit maintenir la pression sur les rebelles. Depuis son désengagement du nord, elle n'a mené aucune opération sur le terrain. Le Colonel-Major Gamou avait certes posé un acte sur le terrain avec la réoccupation de Labzenga mais lui aussi a abandonné la partie, n'ayant reçu aucun soutien de l'état-major de l'armée.

Basé sur l'histoire récente, il est permis de douter de la

capacité de l'armée malienne à organiser des opérations militaires de grande envergure; la récente « guerre des bérets » à Bamako a démontré encore une fois qu'une poignée de soldats en pickup pouvait déstabiliser et ébranler toute une armée. L'armée est démoralisée et connaît sa plus grande crise depuis sa création. Mais elle dispose encore de moyens très importants. L'humiliation qu'elle a subie est aussi l'antidote qui lui permettra de surmonter ses difficultés. Pour le moment, cette armée est absente sur le terrain. Mais c'est elle qui doit (et peut) porter le combat à l'ennemi, notamment avec ses hélicoptères d'attaque (Mi24) – des opérations ciblées qui ne nécessitent pas la présence d'un régiment d'infanterie.

A l'intérieur du Mali, il faudra qu'elle repousse la ligne de front plus au nord et à l'est afin de se rapprocher d'avantage de Tombouctou et mettre la ville dans le champ d'action des Mi24s. Douentza se trouve à 200 km de Tombouctou et a l'avantage de pouvoir être ravitaillé par la route depuis Mopti. La route nationale qui relie les deux villes doit être sécurisée par la gendarmerie et l'armée pour rendre cela possible. La même stratégie doit être développée à partir de Labzenga (180km au sud de Gao) pour mettre les troupes rebelles présentes à Gao (et sa région) en difficulté constante. La logistique de Labzenga pourrait (en accord avec le Niger) être assurée à partir du territoire Nigérien – Ayorou par exemple. L'objectif intermédiaire dans cette région serait de reprendre Ansongo et d'y déployer des unités ultra-mobiles protégées par les Mi24s et qui auront pour objectif d'investir le sud de la région de Gao. Le rôle principal de ces troupes – choisies sur une base individuelle – sera d'affaiblir les rebelles, couper leurs possibles sources de ravitaillement en contrebande à partir des pays voisins (Burkina et Niger), et surtout empêcher une quelconque administration du territoire. Ces troupes doivent avoir les moyens (à terme) d'effectuer des raids sur les places fortes rebelles.

Surveillance et renseignement

Toute la partie du nord Mali qui se trouve dans le rayon d'action des Mi24s doit devenir un no-man's-land pour les rebelles. L'harcèlement sans relâche doit devenir leur lot quotidien. Tout convoi de véhicules militarisés (ou véhicules en dehors de couloirs décidés par l'armée) et attroupements d'individus armés seront considérés comme suspects et neutralisés. Une surveillance accrue du terrain doit être mise en place ; les éléments des forces armées originaires du nord doivent être réintégrés au sein de la population et servir de relai de renseignements sur les mouvements de troupes rebelles, ainsi que les allers et venues des groupes islamistes. Eventuellement, ces éléments pourraient servir à infiltrer les groupes rebelles.

L'armée devra se donner les moyens de capter et écouter les communications de l'ennemi en temps réel. Les informations radio relayées par leur état-major, ou encore entre les unités, doivent être captées – l'information traitée et systématiquement expédiée aux unités dans les zones d'opération. Même le volume de

communication des groupes rebelles doit être répertorié minutieusement ; l'augmentation des communications étant synonyme d'attaque imminente ou de mouvement important de troupe.

Le renseignement doit être facilité aussi par l'utilisation d'avions de reconnaissance ; le Mali dispose de deux Cessna O2 (modèle datant des années 70, mais encore en état de voler) qui ont un rayon d'action d'environ 1000 km ; ces avions peuvent décoller de Mopti et survoler Tombouctou et sa région pendant 5 heures au moins. Leur rôle sera de détecter les mouvements de troupes et les relayer aux Mi24s, ou encore alerter les troupes de possibles embuscades. Mais à terme, des procédés plus modernes et sophistiqués doivent entrer en jeu. Le Mali devra jouer sur la coopération militaire pour obtenir des moyens de reconnaissance plus performants et/ou obtenir directement des renseignements utiles sur le terrain. Les USA ont fourni au Mali (et continuent encore de fournir à nos voisins) des informations provenant de leurs avions C-12 ou MC-12W (nom de code « Tusker-Sand ») ; ces avions opéreraient présentement du Burkina et de la Mauritanie ; ils sont capables de voler de jour comme de nuit, et fournir en temps réel images et vidéos aux troupes au sol – il est impératif que le Mali rétablisse la coopération militaire avec les USA et bénéficie à nouveau de cette aide.

L'armée doit également mettre en place un véritable service de traitement de l'information et du renseignement – en dehors de la SE (Sécurité d'État, services secrets maliens). Les données privilégiées ou non, les éléments de presse, ainsi que les renseignements locaux doivent être traités rapidement, mis en synthèse afin d'y retirer toute l'information qui pourraient être utile à l'effort de guerre.

La technologie au service de l'armée

L'histoire de l'armée marocaine au Sahara Occidental doit servir de leçon dans le contexte malien. Après avoir subi plusieurs revers militaires et d'importantes pertes (en hommes et matériel) à la fin des années 1970 et début des années 1980 au Sahara Occidental, le Maroc a construit une série de murs pour se prémunir des attaques du Front Polisario. Ces murs de défense (environ 2700 km en total) ont été érigés du nord au sud du territoire du Sahara occidental entre 1980 et 1987, pour protéger contre les raids. Ils sont défendus par plus de 80.000 soldats marocains, des unités d'artilleries, des hélicoptères de combat, des avions de reconnaissance et d'assaut Mirage F1 (et bientôt des F16 américains). Les murs sont également dotés de systèmes radar de détection et surveillance pouvant détecter des mouvements jusqu'à 60km et mettre en alerte l'artillerie et/ou les brigades mobiles. Les murs ont considérablement diminué la menace que posait le Front Polisario. Un succès indéniable.

Pourrait-on faire de même au Mali ? La réponse immédiate est non. Pour deux raisons principales : le coût de l'œuvre et la mobilité des populations du nord,

sans même compter l'absence de l'Etat au nord. Mais la stratégie marocaine peut servir d'école. Le but de la construction des murs et ce qui fait leur efficacité est la présence des technologies de télédétection qui lui sont afférentes. Aujourd'hui cela est possible sans un mur physique, mais implique nécessairement une modernisation de l'armée malienne et un changement radical.

Sur un territoire aussi vaste que le nord Mali, la surveillance effective ne saurait se faire sans moyens technologiques – il n'y a simplement pas assez de soldats dans toute la sous-région pour contrôler ce territoire. L'exemple des murs du Sahara doit être répété ; avec des « murs » électroniques. Il faut d'abord diviser le nord en plusieurs secteurs et les classer suivant un critère de risque – les villes et les zones à forte densité relative (ex., points d'eau) doivent être les premières à être ciblées. Ces zones devront être surveillées de façon continue par des soldats « infiltrés », des avions de reconnaissance et (dans un futur proche, la coopération aidant) avec des drones – types Predator ou Reaper ; ces technologies étant récentes, il n'est pas clair qu'elles puissent être déployées sans le contrôle des pays exportateurs.

Le Mali devra acquérir des moyens aériens mieux adaptés à la lutte antiguérilla. Des avions subsoniques à long rayon d'action et à grande endurance devront être déployés en permanence autour des points à grand risque. Ces avions devront être capable d'atterrir et de décoller sur des pistes de fortune et être adaptés (ou adaptables) aux conditions climatiques prévalant au nord, mais surtout avoir un coût très bas d'exploitation. Investir les ressources limitées de l'Etat malien dans l'achat de vieux MiG a été une erreur de la hiérarchie militaire durant les années ATT. Le Super Tucano brésilien récemment acquis par la Mauritanie et le Burkina est un exemple en la matière ; son coût d'exploitation serait de \$400 à \$500 par heure d'opération – 10 fois moins que celui d'un MiG-21 encore en état de voler. Cet avion pourrait également servir de plateforme commune pour les opérations des riverains du Sahara.

L'armée doit aussi multiplier sa force de frappe en se donnant les moyens de lutter la nuit comme le jour, sans relâche. Les unités déployées au nord doivent recevoir une formation de combat de nuit adaptée aux réalités géographiques de la région. Combattre la nuit nécessite la mise en œuvre de techniques plus pointues à laquelle l'armée n'est pas préparée aujourd'hui – préparatifs méticuleux et détaillés des missions, cartographie et moyens de reconnaissance de terrain adéquats, plan de manœuvre adapté, moyens de communication de proximité, appareils de vision nocturne (lunettes et jumelles de vision, télémètre, etc.). Cela permettra de neutraliser les points de bivouacs des rebelles, et empêcher tout regroupement massif.

« Gagner les cœurs et les esprits »

Il faut arriver à persuader la population que le Mali (et son armée) présente la seule issue possible – l'abandon par l'armée de ses positions (les fameux replis tactiques) a sérieusement entamé le respect de la population ; cela peut se réparer si cette armée agit en libérateur, emmenant avec elle le secours médical, les vivres et surtout la stabilité. Les unités du génie militaire et du corps médical, ainsi que l'administration, devront à ce titre être déployées dans les zones sécurisées. Les populations doivent être convaincues que l'armée est là seulement pour les protéger et ramener la normalité. Une armée qui protège et respecte ses droits fondamentaux.

L'armée doit se doter d'un véritable service de communication – la DIRPA (direction de l'information et des relations publiques des armées) doit être dissoute. Sans autre forme de procès. A sa place, une véritable équipe de communicateurs chevronnée à l'usage des réseaux classiques d'information (agences de presse, chaînes de télévision d'information continue, etc.) ainsi que les réseaux sociaux doit être mis en place. L'information doit être claire, limpide et honnête. Finis les « nous avons tellement gagné que nous avons perdu. » Ce service sera dédié surtout à la communication locale, mais assistera aussi aux actions de communication auprès des audiences étrangères ; photos, vidéos, cartes, et points de presse journaliers devront être mise à la disposition de la presse. Cette politique d'information doit être dirigée aussi vers les soldats – quelque soit leur lieu de déploiement – ainsi que leur famille.

Frapper « dur » tout en restant pragmatique

Dès que l'armée arrivera à se réinstaller dans la périphérie des régions du nord, elle devra s'atteler à l'élimination physique des leaders rebelles. Ces leaders et surtout leurs chefs militaires doivent faire l'objet d'une traque systématique. L'essentiel du renseignement militaire doit servir à les retrouver, et les anéantir. Il est clair que certains d'entre eux ont des qualités indéniables d'hommes de guerre. Les éliminer physiquement ne pourra que faciliter la tâche de l'armée.

La faiblesse d'autres leaders doit également être exploitée ; ceux qui veulent retourner leur veste doivent être encouragés ; pour ce faire, le concours de la communauté internationale est à envisager. Le risque de désignation comme entité terroriste ne manquera pas de faire fléchir ceux d'entre eux (leur famille et proches) qui ont beaucoup à perdre. Par ailleurs, les revirements massifs n'étant pas à exclure, il faudra trouver un moyen plus effectif de démobilisation plutôt que les formules utilisées dans le passé, et surtout éviter l'intégration dans les services de sécurité ou la fonction publique.

Une opération tout azimut doit également être dirigée contre les leaders politiques de la rébellion – ceux qui se trouvent en Mauritanie, au Burkina Faso ou en France.

La justice malienne devra d'abord les mettre en examen pour crimes et complicité de crimes. Les condamner par contumace s'il le fallait et porter leur cas à Interpol pour mettre ces pays devant leurs responsabilités.

Une armée mieux déployée

L'armée malienne a été pendant longtemps basée sur le modèle soviétique – un armement lourd et une stratégie d'écrasement de l'ennemi qui prévoit un adversaire plus faible et moins bien armé. Ce modèle a montré son essoufflement lors du conflit de 1985 contre le Burkina Faso ; la rébellion des années 90 a fini par l'achever. Mais les habitudes sont difficiles à perdre. Le Mali a opté pour une redéfinition de son armée au cours de la dernière décennie, mais au vu des résultats récents il est clair qu'une nouvelle transformation est à envisager.

Dans un territoire aussi grand que le nord Mali, un poste de commandement opérationnel avancé géré en place forte n'est plus nécessaire ; elle peut être même préjudiciable du fait de son coût. Les unités lourdes doivent être allégées au maximum ; les camps et garnisons militaires ont prouvé leur inefficacité – ils ont plutôt tendance à laisser le champ libre à l'ennemi, ou pire lui permettre de concentrer ses attaques avant que les renforts arrivent. L'armée doit devenir encore plus mobile ; patrouilles agressives, raids sur les campements et bivouacs des rebelles, embuscades contre leurs troupes en mouvement, mise en place de cordons sécuritaires et barrages routiers autour des villes et villages récupérés. Les points d'eau doivent faire l'objet d'une attention particulière de cette force en mouvement.

Un recrutement de qualité

L'armée ne doit plus servir de nid d'expérimentations politico-sociales, de bastion de recalés académiques ou d'ultime point de chute de la république. Elle doit devenir une véritable armée de métier, qui fait la fierté de ceux et celles qui la servent. Les Maliens aujourd'hui en ont une plus grande conscience. La reformer prendra du temps, mais il faut dès aujourd'hui jeter les bases de cette future armée.

D'ors et déjà, un contrat social doit exister entre le soldat malien et la patrie ; le soldat blessé au combat pourra se faire soigner dans n'importe quel hôpital public de son choix, y rester sans frais jusqu'à son rétablissement, ou bénéficier de l'évacuation sanitaire si nécessaire. Dans des situations moins urgentes, les cliniques privées seront « encouragées » à leur offrir des facilités. Si le soldat meurt au combat ou à la suite de blessures dues aux combats, ses ayants-droits devront recevoir une compensation financière conséquente et/ou en nature (par exemple, octroi de terrains à usage d'habitation, bourse d'étude, etc.)

Créer une armée capable passe par un recrutement de qualité ; 10.000 soldats valeureux valent mieux que 22.000 soldats qui fuient le combat. Une armée avec des effectifs réduits, mais dans des conditions meilleures servira mieux le pays. Les aptitudes physiques et

académiques devront être revues à la hausse. Le baccalauréat doit devenir le minimum pour être accepté dans cette future armée – une armée plus en phase avec les nouvelles technologies.

Comment payer tout cela ?

Le Mali a des moyens limités ; les solutions coûteuses ne sont pas nécessairement à sa portée. Il faudra augmenter le budget de l'armée parallèlement avec un meilleur contrôle de ses décaissements. Le concours de plusieurs pays doit être sollicité – Etats-Unis, France, Brésil, Russie, et Chine pour l'achat et la fourniture de matériel ; d'autres pays amis doivent être sollicités pour les moyens financiers. Mais le Mali doit se donner la politique de ses moyens. Toutes les charges de l'Etat doivent être remises en question ; la réduction des dépenses doit être la priorité des priorités – les budgets de déplacements, d'approvisionnement et de fonctionnement doivent être revus à la baisse ou simplement éliminés si possible ; aucune option ne doit être négligée.

Les Maliens doivent comprendre les enjeux et les coûts de la reconquête du nord ; à titre d'exemple, un drone de surveillance Predator coûte environ 5 millions de dollar l'unité ; le Reaper plus performant avoisine les 20 millions de dollar et cela sans compter le coût des équipements au sol. Pour le Super Tucano c'est entre 9 et 14 millions de dollar – selon le modèle et sans les équipements afférents. Le sacrifice doit être clairement expliqué au contribuable, au fonctionnaire et à l'administrateur. Il y aura beaucoup de mécontents.

Malheureusement le pays se trouve également dans un marasme économique profond ; les conséquences du coup d'état de mars 2012 n'ont pas fini de s'étaler. Les recettes fiscales (impôts et douanes) qui représentent 88% des recettes propres de l'Etat arrive à couvrir à peine 46% des prévisions (29% pour les impôts et 71% pour les douanes) ; la masse salariale représente déjà la moitié de ces recettes fiscales réduites – et la tendance n'est pas positive.

Il ne semble pas y avoir d'autres alternatives : l'endettement massif et/ou la mise en gage des ressources du pays semble être la seule issue. Et pour réussir sur ce plan, il faut un retour immédiat du pouvoir aux civils, gage de l'implication de la communauté internationale auprès du Mali.

Conséquence d'un engagement militaire

Si l'armée réalise des gains significatifs, il faut prévoir une réaction de la rébellion. Une recrudescence des combats au Nord aura des conséquences pour le reste du pays aussi – des actes de terrorisme ou même de combats dans les autres régions du pays ne sont pas à exclure. Plusieurs scénarios sont envisageables : attentats à la bombe dans des lieux publics, sabotage contre les réseaux électriques et de communications, actes de représailles contre les populations, usage de boucliers humains, arrestations massives, etc. La mobilisation de la gendarmerie et de la police nationales

deviendra nécessaire.

L'acquisition d'armement sophistiqué est aussi à la portée de la rébellion – surtout Ansar Dine et son allié AQMI. Selon la presse, Ansar Dine aurait déjà contracté l'achat d'armement provenant de l'arsenal libyen disponible sur le marché noir et aurait reçu un entraînement d'anciens officiers militaires. Il est évident que les mouvements rebelles n'hésiteront pas à augmenter leur capacité de réaction pour garder leur acquis territorial.

Si l'armée n'agit pas...

Cette hypothèse n'est pas simplement hypothétique ; elle peut être la conséquence d'une crise politique profonde ou simplement le désistement d'une partie de l'armée. Les ingrédients pour une crise politique existent déjà ; une confiscation du pouvoir par l'armée pourrait conduire la communauté internationale à mettre le Mali au rang des états « voyous » et lui nier toute forme de coopération. Le désistement d'une partie de l'armée n'est pas non plus à écarter – arguant le manque de munitions, une partie de cette armée a fui le combat avant même l'arrivée des rebelles. Il n'est pas difficile de voir que ceux-là puissent « refuser » d'aller au front. Déjà avant Avril dernier, plusieurs garnisons au nord n'avaient pas leurs effectifs entiers ; des militaires n'ayant jamais rejoint leurs postes d'affectation.

Plus le temps passe, plus la reconquête deviendra difficile. Les populations seront obligées de composer avec les rebelles. Mais le scénario catastrophe sera l'acceptation par elles d'une partition de facto du pays. Le Mali deviendra alors au mieux un « failed state » comme la Somalie – coupée en deux – ou au pire des cas un Afghanistan au Sahel en proie à des luttes des deux cotés de sa ligne de démarcation. Déjà des voix s'élèvent pour dénoncer le manque d'initiatives de l'Etat malien depuis Avril. Et les conséquences ne sont pas difficiles à imaginer ; des populations qui ont déjà été abandonnées par leur armée, leur Etat, et leurs concitoyens n'éprouveront plus le même patriotisme ou besoin à servir cet Etat dans le futur. Dans le reste du pays, l'autorité de l'Etat va progressivement cesser d'exister.